

Billet

Melting-pot's news

Les inondations – suite

Sept mois après les inondations, la ville d'Agadez et les zones sinistrées pansent leurs plaies. De nombreuses organisations internationales se sont mobilisées pour nous secourir, sous l'égide d'un comité dirigé par le Gouverneur de la région et du Maire de la ville pour ce qui concerne la localité. De la nourriture a été distribuée, des couvertures, des ustensiles de cuisine, des habits lorsque la saison froide a commencé en décembre. L'organisation de cette aide ne s'est pas faite sans difficulté. Des listes portant les noms des personnes sinistrées, établies par des agents, avec les gens même de chaque quartier, ont été établies très rapidement. Mais elles ont été source de divisions et de problèmes ; les uns accusent les autres de les falsifier, d'en imposer d'autres. On ne sait pas ce qu'il en est exactement. En tous les cas, les gens ont fait de longues files d'attente, sous le soleil, sous le vent, pendant des jours, revenant tantôt bredouilles, tantôt très soulagés de ramener un sac de riz, de l'huile, etc. Des fèves aussi, d'une sorte inconnue ici, que personne ne sait comment cuire. Des camps ont été organisés pour recevoir les sinistrés qui ne pouvaient rester sur leur ancien lieu d'habitation, des tentes modernes, telles que celles que nous utilisons en Europe pour camper, leur ont été distribuées, ainsi qu'à ceux qui ont perdu leur habitat mais qui sont restés sur leur lieu de résidence. Pensées pour l'urgence, ces tentes se sont révélées inadaptées sur le moyen terme ; trop chaudes pendant la petite saison chaude qui suit celle des pluies et trop froides pendant la saison froide, de décembre à mars. Des tentes traditionnelles touaregs, en nattes de palmiers doum, ont aussi été données par une association locale. Les reconstructions et les relogements sont lents. Des terrains ont été prévus pour ceux qui courraient de trop grand danger à reconstruire au même endroit, mais ils sont éloignés de la ville, sans eau ni électricité, aussi les gens rechignent-ils à s'y rendre et cherchent d'autres issues. En ce qui concerne notre quartier de Toudou, les gens se sont organisés à la demande de la Mairie et ont constitué un comité pour lotir le quartier, qui ne l'était pas jusque là. La Mairie a fixé un prix de 100'000 FCFA (environ 150 €) pour une parcelle de 400 m², au lieu des 400'000 qu'elle la vendrait normalement, tout en donnant des facilités de paiement en plusieurs échéances et sur le long terme. Mais les familles qui ont fait des versements (les premières en novembre) n'ont vu aucun bornage jusqu'à présent. Des tas de briques, faites avec l'argile et le sable récupérés des vestiges, attendent patiemment, pour devenir murs, qu'on délimite exactement les terrains. Actuellement des organisations offrent des aides sous forme de travail, temporaire, pour les plus démunis de la population ; reconstruction de la digue qui a cédé lors des inondations et balayage des rues. La météorologie ne peut nous assurer que de fortes précipitations ne reviennent, aussi la digue, comme tout ce qui peut préserver la population des inondations, sont les bienvenus. Quant au nettoyage de la ville, il ne peut que contribuer à son assainissement, si important pour la santé de la population.

Toutes ces interventions sont appréciées.

La paix

La rébellion qui sévissait dans la région d'Agadez depuis février 2007 s'est petit à petit tue dans le courant 2009, au grand soulagement de toute la population. Puis des bruits ont circulé ; des accords pourraient intervenir entre le gouvernement de

Monsieur Tanja et les factions rebelles (des dissensions étant intervenues au sein du mouvement rebelle, il s'est scindé en trois factions). C'est à Tripoli que les premières rencontres ont eu lieu, entre les délégués de chaque camp. Puis à Niamey même. Une feuille de route était prévue, mais les événements politiques qui ont bouleversé le pays ont relégué au second plan les accords (voir ci-dessous). Le nouveau régime a promis de poursuivre les négociations dans le sens de la paix. Note désagréable : la Lybie ayant dédommagé les rebelles qui ont rendu les armes, ces derniers se sont battus entre eux dans la ville d'Agadez car le partage, fait par leurs chefs, n'aurait pas été juste. Que voulait donc démontrer au régime de Monsieur Tanja ce mouvement rebelle qui prônait la justice ?

Coup d'état ou coup de balai ?

La presse en a parlé en Suisse, ce 18 février, des militaires ont renversé le Président Mamadou Tanja. Le pays est calme. A Agadez, nous n'aurions rien remarqué si la radio n'en avait parlé. Les militaires se sont constitués en Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD) et ont rapidement désigné un gouvernement de transition, avec des personnes peu connues du monde politique, décrites comme des technocrates des différentes instances de l'Etat. Dès le 18 février au soir, promesse était faite de rendre le pouvoir aux civils. Récemment, une loi a été promulguée, interdisant aux membres du gouvernement, aux militaires et aux policiers de se présenter aux élections, même après avoir démissionné de leur fonction.

Ce coup d'Etat n'est pas une surprise pour la plupart des Nigériens. L'année 2009 a été marquée par plusieurs événements, qui ont raisonné comme autant de coups de force : en juin, dissolution de l'assemblée, en juillet de la cour constitutionnelle, qui toutes deux s'opposaient au referendum que le Président Tanja voulait organiser pour prolonger son mandat de trois ans. Dès lors, le Président gouverna par décrets. La constitution d'alors prévoyait une possibilité de referendum, mais l'excluait pour ce qui concerne la durée du mandat présidentiel. Or, décembre 2009 était le terme de deux mandats de cinq ans, maximum auquel le Président Tanja pouvait espérer selon cette constitution, sans aucune possibilité de modification. Contre l'avis de l'opposition et des institutions internationales, un referendum eu lieu le 4 août, accordant, à une large majorité, une prolongation du mandat de trois ans au Président. Dans la suite, il nomma une commission qui rédigea une nouvelle constitution, qu'il fit adopter ; elle ne mettait plus de limite au nombre de fois qu'un président peut se présenter aux élections. Les réactions internationales passèrent de la désapprobation à la sanction ; la CEDEAO (Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) suspendit le Niger de ses instances dirigeantes, l'Union Européenne, premier bailleur de fonds, poursuivit les projets en cours mais gela tous ceux à venir, tandis que l'Amérique interrompait également ses aides. La CEDEAO tenta des négociations entre l'opposition et le gouvernement en place, mais son échec était patent mi février, quelques jours avant le coup d'Etat. Depuis son arrivée au pouvoir, le CSRD engage des pourparlers avec les partenaires étrangers.

Actuellement, les opposants les plus importants de l'ancien régime, en exil, reviennent au pays. On ignore tout des rapports entre cette opposition – qui était alliée au Président Tanja avant que celui-ci impose son idée de referendum - et la CSRD. On ne distingue pas encore le poids de ces anciens opposants, ni des voix nouvelles qui émergent. Mais on se prend à rêver ... si ce coup était du balai ... Seul l'avenir nous renseignera. Patience.

Au pays des autruches, on garde la tête dans le sable

C'est bien connu, les autruches ont la tête dans le sable. Exterminées, elles ne font plus partie du paysage nigérien, mais ont été aussitôt remplacées par les nombreux chercheurs qui pratiquent le carottage. Nous apprenons aujourd'hui que durant l'ancien régime, ce ne sont pas moins de 153 contrats qui ont été signés entre le gouvernement et des entreprises étrangères, autorisant des recherches ou accordant des permis d'exploitation du sous-sol nigérien. Mais qui donc contribuera à décimer la race des carotteurs ?

La faim

Les pluies ont été particulièrement inégales lors de leur dernière saison (la période de l'été européen). Agadez ville et quelques zones très déterminées étaient inondées, alors que le reste du pays déplorait le manque de précipitations. Aujourd'hui, ce sont les répercussions de cette sécheresse qui prévalent ; récoltes insuffisantes, manque de nourriture pour cette période de soudure. Les organisations internationales tirent la sonnette d'alarme depuis quelques mois déjà. C'est le nouveau gouvernement qui prend le relais maintenant, en lançant un appel à l'aide internationale pour faire face à la crise alimentaire qui se profile. Cette semaine, des vivres à prix réduits sont vendues dans plusieurs villes et villages du pays, dont Agadez. Le sud du pays est le plus touché. La crise est générale dans tout le Sahel.

La conclusion appartient à chacun d'entre vous, notamment celle qui voudrait voir un lien entre la nouvelle sorte d'autruches qui envahissent le pays, les rebelles qui cherchent à faire valoir que carotter est aussi leur droit et la nécessité de donner un coup de balai. Même, il est permis de penser que la faim n'est qu'un des dommages collatéraux du formidable appétit des « nouveaux maîtres du monde¹ », ces carotteurs de l'Afrique.

Agadez, le 29 mars 2010
Sylvine

¹ En référence à l'ouvrage de Jean Ziegler